

# Plus d'un emploi sur quatre dans la fonction publique

L'emploi public est une composante majeure de l'économie meusienne. Il représente 18 200 emplois fin 2011, soit 28 % de l'emploi total. Les principaux établissements publics se concentrent à Bar-le-Duc et à Verdun. Les centres hospitaliers et les établissements de l'Éducation nationale sont parmi les plus gros employeurs. Le poids de la Défense reste important malgré la fermeture de régiments. La forte proportion d'emplois publics résulte toutefois d'une baisse de l'emploi total, notamment industriel. Dans un contexte de réduction des dépenses de l'État et des dotations aux collectivités territoriales, la réduction des effectifs publics qui pourrait en découler constitue une certaine fragilité à moyen terme.

Steve Piralla, Insee Lorraine

Fin 2011, la fonction publique emploie 18 200 personnes dans la Meuse, soit 28 % de l'emploi total. La Meuse fait ainsi partie des départements dans lesquels le poids de l'emploi public est le plus important, aux côtés notamment du Var et de l'Ariège (27 %). Il est en outre largement supérieur à la moyenne lorraine (23 %) et à la moyenne métropolitaine (20 %).

## Fonction publique hospitalière, Défense et Justice sont surreprésentées

La fonction publique d'État (FPE) concentre près de la moitié des effectifs de la fonction publique de la Meuse. La fonction publique territoriale (FPT) regroupe quant à elle 24 % des emplois publics et la fonction publique hospitalière (FPH) 27 %. Au sein de la FPE, le ministère de la Défense a encore un poids très important dans le département, avec près de 16 % des emplois publics en 2011 (contre 10 % en Lorraine et 5 % en France métropolitaine). En prenant en compte la dissolution le 1<sup>er</sup> juillet 2013 du 8<sup>e</sup> Régiment d'Artillerie de Commercy, elle reste malgré tout un acteur essentiel du

département. Au-delà de l'emploi direct qu'elle représente, l'armée génère en outre de l'activité et de la consommation. Les effectifs dépendant du ministère de la Justice et des libertés sont également proportionnellement plus importants dans la Meuse (2,6 %) qu'en Lorraine (1,7 %) ou en France métropolitaine (1,4 %). C'est le fait, notamment, de la présence de deux centres de détention à Montmédy et à Saint-Mihiel, qui emploient, à eux deux, plus de 300 personnes.

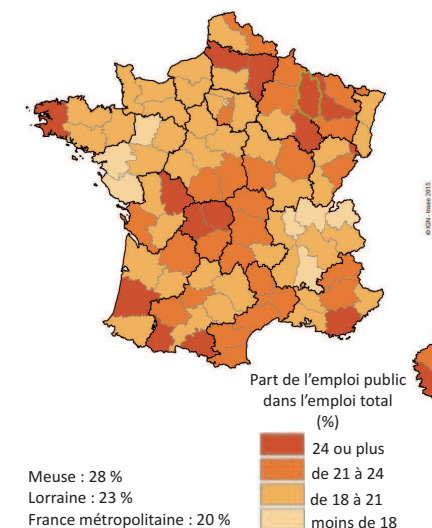
Autre spécificité meusienne, la FPH, avec 4 870 emplois, est particulièrement présente dans le département (27 % des emplois publics, contre 23 % en Lorraine et 21 % en France métropolitaine). Le centre hospitalier de Verdun représente à lui seul plus du tiers des effectifs. Avec ses 1 700 agents, il est le premier employeur meusien. Les centres hospitaliers de Bar-le-Duc (770 emplois) et de Fains-Véel (470 emplois) font également partie des principaux employeurs du département.

Enfin, la FPT, qui représente 24 % des emplois publics meusiens, est

proportionnellement moins forte qu'en Lorraine (28 %). Ses principaux établissements (Département et commune de

## 1 La Meuse parmi les départements dépendant le plus de l'emploi public

Part de l'emploi public en 2011



Source : Insee, recensement de la population, SIASP et estimations d'emploi 2011

## 2 18 200 fonctionnaires dans la Meuse

|                                                                 | Meuse         | Lorraine       | France métropolitaine |
|-----------------------------------------------------------------|---------------|----------------|-----------------------|
| <b>Fonction publique d'État (FPE)</b>                           | <b>9 000</b>  | <b>96 400</b>  | <b>2 386 000</b>      |
| dont :                                                          |               |                |                       |
| Éducation nationale, jeunesse et vie associative                | 3 440         | 41 600         | 1 054 900             |
| Défense et anciens combattants (*)                              | 2 880         | 19 300         | 287 500               |
| Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales             | 1 040         | 9 600          | 281 400               |
| Justice et libertés                                             | 470           | 3 300          | 74 300                |
| Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État | 400           | 4 400          | 147 500               |
| Écologie, développement durable, transports et logement         | 330           | 3 500          | 83 600                |
| <b>Fonction publique territoriale (FPT)</b>                     | <b>4 330</b>  | <b>54 600</b>  | <b>1 806 700</b>      |
| <b>Fonction publique hospitalière (FPH)</b>                     | <b>4 870</b>  | <b>44 200</b>  | <b>1 119 100</b>      |
| <b>Ensemble</b>                                                 | <b>18 200</b> | <b>195 200</b> | <b>5 311 800</b>      |

(\*) y compris le 8<sup>e</sup> RA de Commercy, dissous le 1<sup>er</sup> juillet 2013

Champ d'étude : postes principaux non annexes actifs au 31/12/2011 au lieu de travail (y compris contrats aidés)

Source : Insee, SIASP 2011, établissement employeur

Bar-le-Duc) se concentrent dans le chef-lieu du département.

Globalement, les établissements publics sont peu dispersés sur le territoire meusien. Les plus importants se situent dans les communes de Verdun et surtout de Bar-le-Duc, où sont localisés 16 des 30 principaux établissements publics meusiens.

### Un risque de fragilité à moyen terme

La Meuse ne se classe pas parmi les départements les plus administrés, mais elle garde un taux d'administration plus élevé que les départements ayant un poids démographique similaire. En effet, elle compte environ 94 emplois publics pour

1 000 habitants, contre par exemple 79 % dans la Nièvre ou encore 80 % dans le Gers.

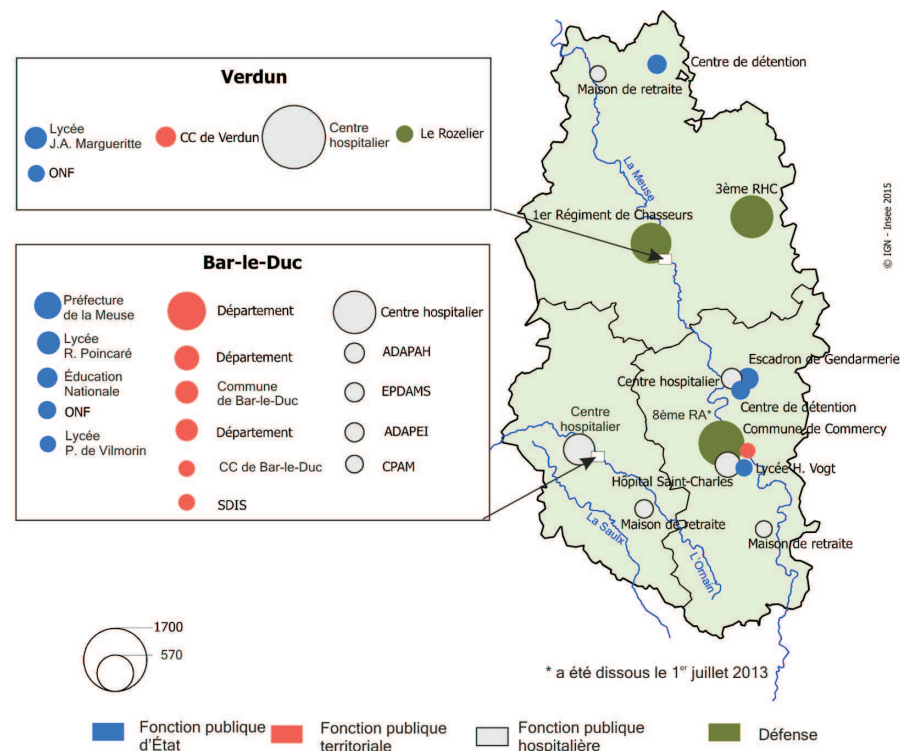
Si l'emploi public est particulièrement prégnant en Meuse, ce n'est pas seulement dû à des effectifs importants. En effet, le poids de la fonction publique dans ce département s'inscrit dans un contexte de baisse de l'emploi total et notamment de l'emploi industriel.

Entre 2010 et 2011, la Meuse est un des départements métropolitains dont les effectifs publics ont le plus baissé (- 3 %). Cette baisse est imputable à la réduction des effectifs de la FPE qui ont diminué de 6 % durant cette période. Les emplois dans l'Éducation nationale ont été particulièrement impactés (- 9 %). Les effectifs des deux autres versants de la fonction publique sont, à l'inverse, restés stables.

Dans le contexte actuel de réduction des dépenses de l'État et des dotations aux collectivités territoriales, la forte proportion d'emplois publics dans la Meuse constitue une certaine fragilité à moyen terme. De fait, le département pourrait connaître de sensibles réductions d'effectifs publics.

### 3 Bar-le-Duc et Verdun concentrent les plus gros établissements publics

Établissements publics de 100 salariés ou plus en 2011



Source : Insee, recensement de la population, Siasp 2011

### Une présence militaire encore importante en 2014

En 2014, la Meuse compte **2 075 postes** dans le domaine de la Défense, soit 3,3 % de l'emploi total du département. Les différentes unités militaires, qui composent la base de Défense de Verdun, se trouvent majoritairement dans le nord meusien. Il s'agit notamment du 3<sup>e</sup> Régiment d'Hélicoptères de Combat d'Étain (790 personnels) et du 1<sup>er</sup> Régiment de Chasseurs (1<sup>er</sup> RCh) de Thierville-sur-Meuse (710 personnels) qui concentrent la majeure partie des effectifs. Le 1<sup>er</sup> RCh est localisé avec les moyens de soutien de la base de Défense et le centre de formation initiale des militaires du rang de la 7<sup>e</sup> brigade blindée. Le troisième site important est le dépôt de munitions du Rozelier, à 10 km de Verdun. Une antenne de la délégation militaire départementale est située à Bar-le-Duc.

Outre les seuls emplois militaires, la présence de l'armée génère de l'activité et de la consommation. En effet, les emplois de la Défense dans la Meuse représentent **une masse salariale annuelle de 36 millions d'euros en 2014**.

En outre, **près de 1 000 enfants de militaires** sont scolarisés en Meuse. Les deux tiers d'entre eux sont de jeunes enfants scolarisés en école primaire et maternelle. Ils le sont majoritairement à Verdun et à Étain où se trouve la plupart des effectifs militaires.

La Meuse bénéficie également de l'influence de la Base Aérienne 113 de Saint-Dizier (52). Environ 200 familles de militaires rattachés à cette base aérienne vivent dans le sud meusien, principalement dans le Barrois, et notamment à Ancerville. Ces familles scolarisent 150 enfants dans la Meuse, dont les deux tiers en école primaire.

D'après le plan de restructuration des armées pour l'année 2015 (\*), la Meuse, comme la Lorraine, ne perdra pas de régiment mais le département sera tout de même impacté par de faibles réductions d'effectifs à Verdun-Thierville.

En parallèle, la Défense accompagne les territoires concernés par les restructurations précédentes, comme par exemple à Commercy, touché par la dissolution du 8<sup>e</sup> RA en 2013.

(\*) présenté en octobre 2014 par le ministère de la Défense

Colonel Jacques Mienville, Délégation militaire départementale de la Meuse